

## PRENUMERATA

w Paryżu inaprowincji:  
 KWARTALNIE..... 12 fr.  
 PÓŁROCZNIE..... 24 fr.  
 ROCZNIE..... 46 fr.  
 NUMER ŚRODOWY.. 40 c.  
 NUMER SOBOTNI.. 75 c.

## Zagranicą :

ROCZNIE..... 50 fr.

## TELEFON :

TRUDAINE 61.42

# POLONIA

REVUE BI-HEBDOMADAIRE POLONAISE, POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

Wychodzi we środy (po polsku)

i w soboty (po francusku i po polsku)

Paraissant chaque mercredi (en polonais)

et chaque samedi (en français et en polonais)

## ABONNEMENTS

Paris et Départements :  
 TROIS MOIS..... 12 fr.  
 SIX MOIS..... 24 fr.  
 UN AN..... 46 fr.  
 NUM. DE MERCREDI 40 c.  
 NUM. DE SAMEDI... 75 c.

## Etranger :

UN AN..... 50 fr.

## TÉLÉPHONE :

TRUDAINE 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3<sup>bis</sup>, rue La Bruyère, 3<sup>bis</sup> — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

## Mr. Stanislas Wojciechowski

### Président de la République Polonaise

Au nom de plusieurs milliers d'ouvriers polonais travaillant en France, et de la Colonie Polonaise à Paris, nous saluons dans notre nouveau Président un vrai démocrate et républicain, un ami sincère de la France, en voyant dans son élection un gage de la tranquillité et de la prospérité de la Pologne.

### Après l'assassinat de M. Narutowicz

A peine élevé à la première magistrature de l'Etat polonais, M. Gabriel Narutowicz est tombé victime de l'agression d'un déséquilibré. La rédaction de « Polonia » et les amis français de la vaillante Pologne s'inclinent respectueusement devant cette tombe prématurément ouverte. Il n'y a pas de mot assez méprisant pour flétrir ce geste criminel qui aurait pu favoriser chez nos alliés polonais, si le gouvernement de Varsovie n'y avait pris garde, des troubles intérieurs pour le seul profit du pangermanisme aux aguets.

A Bruxelles où je me trouvais le jour du meurtre et à Paris en rentrant, j'ai entendu avec peine des conversations au cours desquelles on déclarait avec conviction que l'assassinat de M. Narutowicz prouvait l'incapacité de la Pologne à se gouverner elle-même et que cette nation n'était pas viable politiquement par suite de ses dissensions intestines. Soutenir cette thèse qui est absurde, c'est partager le sentiment de l'économiste anglais John Maynard Keynes, dont les attaches avec Berlin et la haute finance internationale sont connues. Affirmer que la Pologne n'a pas de sens politique, c'est souscrire d'avance à l'idée de supériorité des Etats voisins et, en conséquence logique, appréhender un nouveau démembrement de ce pays.

Nous refusons ici de nous associer à ces lamentations pessimistes. Nos sympathies pour la Pologne et pour les Polonais nous interdisent de nous ranger à l'avis de ceux qui n'ont pour nos alliés de l'Est européen que méfiance et mépris. Si regrettable que soit la mort de M. Narutowicz, cet événement est analogue aux meurtres du président Carnot, du roi d'Italie Humbert, d'Alexandre II de Russie, du roi Alexandre I<sup>er</sup> de Serbie.

Est-ce que le geste de l'assassin Niewiadomski a été suivi d'une révolution dans la capitale de la Pologne ? Est-ce que l'ordre social a été troublé ? Est-ce que la situation politique s'est subitement aggravée à Varsovie ?

La population de la capitale polonaise ne s'est pas départie un seul instant du calme et du sang-froid nécessaires. Les télégrammes de Varsovie ont fait, au contraire, allusion

au groupement et à la tension de toutes les volontés pour assurer le maintien de l'ordre et pour conjurer la crise brusquement ouverte. Le Cabinet Nowak étant démissionnaire, comme il est d'usage, après l'élection du président Narutowicz et n'étant pas encore remplacé au moment du meurtre, un nouveau ministère a été immédiatement constitué. Le maréchal de la Diète, M. Rataj, qui, d'après la constitution exerce par intérim les fonctions suprêmes, a porté son choix sur le général Sikorski, chef d'état-major de l'armée polonaise, pour la présidence du Conseil. L'opinion publique et parlementaire a approuvé unanimement le choix du maréchal de la Diète.

Nous pouvons faire confiance à nos amis polonais pour faire choix d'un nouveau Président de la République. Il sera digne de ses deux prédécesseurs et la Pologne continuera de vivre pacifiquement malgré l'opinion des sceptiques et au grand désespoir des gens de Berlin et de Moscou, dont nous ne cessons pas de dénoncer les menées belliqueuses et la politique de violence.

Maurice TOUSSAINT.

### Les relations polono-tchécoslovaques

#### Le problème de Jaworzyna.

Le territoire de Jaworzyna se trouve dans la région carpathique des hauts Tatras. Compris dans le pays de Spisz (Zips), il a une superficie de 14.415 arpents dont 400 seulement en prairies et en terres labourables et près de 12.000 en forêts et en rochers. D'une hauteur moyenne de 2.300 mètres, la chaîne des Tatras atteint en un certain point 2.600 mètres, c'est-à-dire le record de l'altitude depuis les monts Ourals jusqu'aux Alpes.

Le litige de Jaworzyna faisait partie des différends territoriaux qui auraient dû être réglés depuis 1919 entre la Pologne et la Tchécoslovaquie. Faute d'un accord entre Varsovie et Prague, le Conseil des Ambassadeurs avait décidé que le territoire de Spisz serait, en même temps que la Silésie de Teschen et l'Orawa, soumis à une consultation plébiscitaire.

Au cours de l'été 1920 la Pologne était engagée à fond dans la guerre contre les Bolcheviks. La Commission des Ambassadeurs

ayant obtenu la renonciation à la procédure plébiscitaire, fixa elle-même la frontière entre la Pologne et la Tchécoslovaquie. Par décision en date du 28 juillet 1920, la ligne frontière coupa en deux chacune des deux vallées constituant le secteur de Spisz, malgré leur unité géographique aussi bien au point de vue des communications qu'au point de vue économique.

Dans la vallée de Bialka, le village de Jaworzyna, qui compte environ 350 habitants, fut attribué à la Tchécoslovaquie et les autres communes, Jurgow, Repisko, Czarnagora, Lapsanka, etc., à la Pologne, bien que ces dernières dépendent économiquement de Jaworzyna. Dans l'autre vallée, également coupée en deux par la frontière, les villages d'Osturnia, de Frankowa et de Frankowka, bien que séparés de la Tchécoslovaquie par la ligne de crêtes de Magora Spiska, à 1.200 mètres d'altitude, échurent à ce pays et ne peuvent communiquer avec lui que par les villages de Kacwin et de Niedzica, attribués à la Pologne. Or, ces deux dernières communes sont économiquement liées à Stara Wies, ancien chef-lieu d'arrondissement hongrois devenu tchécoslovaque.

Cet ensemble d'anomalies incita, le 16 mars 1921, la délégation polonaise auprès de la commission interalliée de délimitation à présenter une série de propositions relatives au tracé naturel des frontières dans les secteurs de l'Orawa et de Spisz. La délégation tchécoslovaque accepta la requête polonaise au sujet de l'Orawa, mais refusa la moindre concession dans la région de Spisz. De guerre lasse, la commission de délimitation renvoya les propositions des deux parties au Conseil des Ambassadeurs.

Depuis le printemps de l'année dernière, le règlement du litige de Jaworzyna n'a pas avancé d'un pas. Le gouvernement de Prague a obtenu tous les ajournements qu'il sollicitait ; celui de Varsovie a tout fait pour hâter la solution. Dans le courant du dernier été, le gouvernement tchécoslovaque fit savoir à M. Piltz, ministre de Pologne à Prague, que les deux commissions pressenties pour le 6 août ne pourraient se réunir à la date prévue en raison de la résistance d'un des partis formant la coalition gouvernementale au Parlement de Prague. Cependant une commission, présidée par le colonel français Uffler, un Alsacien, se réunit le 25 septembre à Morawska-

Ostrawa pour entendre la délégation polonaise ayant à sa tête le professeur D<sup>r</sup> Goetel, assisté du commandant Romaniszyn et la délégation tchécoslovaque ayant à sa tête M. Roubik. Après avoir entendu les deux thèses exposées, la commission interalliée de délimitation adopta à l'unanimité la proposition comportant le partage du territoire de Jaworzyna et l'attribution à la Tchécoslovaquie des deux communes de Kacwin et de Niedzica.

Cette solution n'a pas manqué de soulever des objections de la part de la presse tchèque, et cependant, la décision prise par la Commission n'a pas encore été ratifiée par le Conseil des Ambassadeurs. Cette inexplicable lenteur ne facilitera pas le retour des relations de cordialité entre Prague et Varsovie. Le gouvernement polonais s'émeut de ce retard et bien que la solution envisagée soit loin de lui donner satisfaction, il a pris l'engagement d'honneur de ne construire aucun édifice militaire dans la partie des Tatras qui appartient à la Pologne. Quant au gouvernement tchécoslovaque, il cherche à donner à ce conflit local une importance politique analogue à celle de Teschen et fait effort pour retarder encore le règlement de cette affaire.

Dans ces conditions, si une solution claire et définitive n'intervient pas au plus tôt, les rapports entre Varsovie et Prague seront à nouveau tendus, pour la seule satisfaction de l'Allemagne et des ennemis de la paix.

M. T.

## BULLETIN

(Agence Télégraphique de l'Est.)

« Ajencja Telegraficzna Wschodnia »

8, avenue Montaigne.

## POLOGNE

### Les restes mortels du président au château royal.

La dépouille mortelle de M. Narutowicz a été transportée solennellement mardi du palais du Belvédère au château royal. Dans toute la ville, les drapeaux étaient couverts de crêpe, les réverbères étaient voilés, les fabriques, les magasins et les bureaux ont été fermés au moment où passait le cortège.

Après une messe célébrée par le cardinal Kakowski dans la chapelle ardente du palais du Belvédère, la levée du corps a eu lieu. Le cercueil, couvert d'un drapeau polonais, a été placé sur le corbillard par les membres des maisons civile et militaire du président. En tête du cortège se trouvaient des délégations venues de tout le pays, des différentes organisations professionnelles, des ouvriers, des paysans, des invalides, la corporation des professions libérales avec des étendards et couronnes ; ensuite, venaient des détachements de uhlands, d'infanterie et d'artillerie. Le char funèbre était précédé du clergé, notamment du cardinal Kakowski et des évêques. Après le corbillard, attelé de huit chevaux, venaient la famille du président, puis les présidents de la Diète, du Sénat, du conseil des ministres, les membres des maisons civile et militaire du président, le corps diplomatique, les missions militaires, les députés et les sénateurs de tous les partis au complet, les représentants des municipalités, des universités, des consistoires, des églises protestantes et de la communauté israélite, les généraux, les hauts fonctionnaires, et enfin un escadron de chevau-légers suivi de plusieurs milliers de personnes.

Sur tout le parcours du cortège, les troupes faisaient la haie et présentaient les armes au moment où le char passait. Derrière le cordon de troupes avait été placée la jeunesse des écoles. A l'arrivée du cortège au château royal, les musiques militaires ont exécuté l'hymne national ; les ministres et les généraux ont porté le cercueil dans la salle des Chevaliers, où le corps sera exposé pendant trois jours et veillé par une garde d'honneur. Un *Requiem*

a terminé la cérémonie funèbre. Ensuite, les délégations ont défilé devant le catafalque.

La cérémonie s'est déroulée dans un ordre et un calme absolus. Le même jour, dans le pays entier, des messes pour le repos de l'âme du président ont été célébrées. La dépouille mortelle de M. Narutowicz sera temporairement déposée dans la cathédrale Saint-Jean. Le deuil prescrit aux militaires durera six semaines ; pour les autorités civiles, il sera de deux semaines.

### Le procès de Niewiadomski.

L'assassin du Président sera jugé par un tribunal ordinaire. Le procès commencera le 29 du mois courant.

### La première locomotive « polonaise ».

La première locomotive construite entièrement avec les matériaux et par les ingénieurs polonais, appropriée aux besoins des voies ferrées de Pologne, vient de quitter les ateliers de Varsovie. Les premiers essais ont donné des résultats tout à fait satisfaisants.

### Le traité de commerce polono-japonais.

Les négociations commerciales polono-japonaises ont été terminées.

### Un consulat de Pologne à Jérusalem.

Un Consulat de Pologne vient d'être créé à Jérusalem. M. Adamkiewicz a été nommé à ce poste.

### Le palatinat de Haute-Silésie.

Le gouvernement polonais a décidé de ne pas nommer de successeur à M. Rymer, premier Palatin de Haute-Silésie, qui vient de décéder, et de laisser cette décision au prochain ministère.

### Les accords commerciaux.

La première partie des pourparlers qui se poursuivaient depuis quelque temps entre la Pologne et la Hongrie, en vue de la conclusion d'un accord commercial, touche à sa fin. M. Strasburger, le ministre du Commerce polonais, et M. Béla de Bellagi-Perdany, le délégué du gouvernement hongrois, qui a été muni de pleins pouvoirs pour ces négociations, sont tombés d'accord sur les principes généraux du traité à conclure, notamment sur l'application de la clause de la nation la plus favorisée, sur la liberté réciproque des sujets polonais et hongrois en ce qui concerne l'exercice de leurs métiers ou industries dans les territoires de l'autre, le commerce en transit, les prohibitions d'entrée et de sortie, l'admission des sociétés et compagnies, la question des certificats d'origine, etc.

Quelques autres questions ayant trait à la mise en pratique des dispositions du traité même et l'échange des produits des deux pays, ont été laissées provisoirement en suspens. M. de Ballagi-Pardany, délégué plénipotentiaire hongrois, partira cette semaine encore pour Budapest pour y prendre de nouveau contact avec le gouvernement hongrois et selon toute probabilité, retournera à Varsovie, après un bref délai, afin de continuer et faire aboutir, s'il y a lieu, les négociations qui, jusqu'ici, n'étaient que préparatoires.

Le ministre des finances de Roumanie a fait paraître un communiqué faisant connaître que le *Traité de Commerce polono-roumain* a été ratifié et entre en vigueur à la date du 1<sup>er</sup> décembre.

Le *Traité de Commerce polono-autrichien* a été adopté hier par la Commission commerciale et industrielle du Parlement autrichien.

Les pourparlers vont commencer prochainement pour un *Traité de Commerce polono-belge*. Le ministre des Affaires étrangères de Belgique a reçu une délégation du Comité Central des Industriels de Belgique qui lui a déclaré être complètement d'accord avec le gouvernement quant aux bases du *Traité de Commerce polono-belge*.

M. Skirmunt, ministre plénipotentiaire de Pologne à Londres, tient en ce moment les conférences préparatoires avec les représentants du ministre du Commerce et de l'In-

dustrie, au sujet des pourparlers commerciaux polono-anglais.

### Le nombre des rapatriés de Russie.

Le mouvement de rapatriement des Polonais de Russie touchant à sa fin, l'Office statistique polonais publie des données intéressantes concernant le nombre total des rapatriés.

Pendant la période du 1<sup>er</sup> mai 1921 au 1<sup>er</sup> novembre 1922, 689.730 rapatriés de Russie ont été enregistrés aux bureaux de réception situés dans différents points de la frontière polono-russe.

Parmi les rapatriés se trouvent : 143.849 Polonais ; 441.951 Ruthènes ; 23.784 Juifs ; 5.485 Russes ; 9.521 Allemands ; 2.747 Lithuaniens ; 212 Lettons ; 51.981 Ukrainiens ; 269 Hongrois ; 1.367 Tchèques ; 44 Bulgares ; 347 Roumains ; 19 Slovaques ; 453 Tartares ; 40 Autrichiens ; 136 Serbes ; 133 Français ; 20 Belges ; 11 Anglais ; 9 Grecs ; 41 Italiens ; 4 Suisses ; 5 Suédois ; 189 Yougoslaves ; 5 Américains ; 7 Turcs ; et 1 Japonais.

## RUSSIE

### « L'Eglise libérée ».

Après un échec décisif de « l'Eglise vivante » le gouvernement soviétiste procède à l'organisation d'une nouvelle secte religieuse dite « Eglise libérée », qu'il considère propre à assurer la domination du communisme et à maintenir le prestige du régime soviétiste. Le collège central de « l'Eglise libérée », composé d'hommes de confiance du gouvernement et de nombreux ecclésiastiques de l'Eglise orthodoxe, vient de lancer une propagande, tirée à plusieurs millions d'exemplaires, exposant de la façon suivante le but du programme de l'organisation.

« Nous engageons une lutte pour la conception sobre de la réalité contre la scolastique et la mystique déchuée de l'ancienne Russie. Nous voulons combattre toute idée de Dieu portant la marque de la résignation, abolir les préjugés religieux, servir de point d'appui à l'homme dans une lutte avec la mort et les éléments hostiles de la nature. »

## ECHOS ARTISTIQUES

### 8<sup>e</sup> audition d'œuvres de M<sup>lle</sup> Marie-Thérèse Bonhomme.

Dimanche dernier a eu lieu une matinée musicale consacrée aux œuvres de M<sup>lle</sup> Bonhomme. L'audition de ces œuvres exécutées par l'auteur, qui s'est révélée une excellente pianiste, par M. Leroy, flûtiste virtuose, et par M. d'Arral, ténor, nous a permis de constater la très réelle valeur de l'art de M<sup>lle</sup> Bonhomme. Le côté prédominant de ces œuvres est le style, la subtilité et surtout le caractère qui permet à l'auditeur de comprendre et sentir l'œuvre sans avoir recours au programme. Soulignons surtout ce caractère dans : « Amé de jeune fille », « Ma première Valse », « Plaintes du Rossignol », « Solo de harpe », « Aux Soldats aveugles » et dans la « Polonaise », qui nous a particulièrement intéressé. Cette œuvre quoique d'un auteur français montre une telle compréhension de l'âme polonaise, qu'elle nous permet d'espérer d'entendre bientôt des Kujawiaks, Obereks et Mazurkas qui recevront toujours le même accueil favorable et empressé de la part du public reconnaissant.

B.

EMPRUNT POLONAIS 1920 BONS 4%

112<sup>e</sup> tirage d'un million

du 16 décembre 1922

Numéro gagnant : 4.014.880

# Do Naszych Prenumeratorów, Czytelników i Przyjaciół!

Numer obecny dojdzie Was w przeddzień Świąt Bożego Narodzenia, kiedy odwiecznym, staropolskim zwyczajem, we wszystkich domach polskiej rodzina przygotowuje się do Wilji.

Zazwyczaj numer świąteczny rozpoczynaliśmy od staropolskich życzeń: *Wesołych Świąt!*

Obecnie, pod wrażeniem ponurej tragedji warszawskiej, wyraz: « *Wesołych* » trudno wypowiedzieć.

Niech Wam tegoroczne Świąta Bożego Narodzenia przejdą spokojnie, a choć nie wesoło, to i bez smutku. Zdrowe żywioty w Polsce potrafiły ująć w żelazne ręce rozpętane namiętności polityczne, których ofiarą padł Pierwszy Prezydent Polski, a w chwili, kiedy te słowa Was dojdą, niewątpliwie będziemy mieli nowego Prezydenta, który przejmie w spadku testament Gabryela Narutowicza, podany przez Niego w wigilję tragicznej śmierci korespondentowi paryskiemu *Figara*.

W ostatnim numerze *Polonia* wypowiedziała się jasno i bez ogródek w sprawie świeżych wypadków w Polsce.

Takie stanowisko jasne i zdecydowane będziemy zajmowali zawsze. Od Was zależy, aby według naszej zapowiedzi, *Polonia* mogła się od Nowego Roku wypowiadać częściej, wychodząc trzy razy na tydzień.

Prenumeratorom, którzy pośpieszyli na to wezwanie i przestali całoroczną czy półroczną prenumeratę, dziękujemy serdecznie. Znalazło się kilku robotników polskich, którzy wyjeżdżając do Polski, złożyli nam mimo to roczną przedpłatę, przeznaczając zapłaconą przez nich *Polonię* dla swych kolegów, pozostałych we Francji.

Idźcie za przykładem Waszych Kolegów, a to pozwoli nam spełnić dane Wam przyrzeczenie i od Nowego Roku zwiększyć nasze wydawnictwo, wychodząc trzy razy na tydzień.

## Stanisław Wojciechowski

wybrany

# Prezydentem Rzeczypospolitej Polskiej

Okrzykiem z głębi serca płynącym: *Niech Nam Żyje!* witamy w Nim szczerego Demokratę i Republikanina, a w Jego wyborze widzimy zapowiedź szczęścia dla Polski i rozwoju naszej Ojczyzny w duchu nowożytnym.

(Szczegóły z wyboru i życia nowego Prezydenta podajemy na ostatniej stronie.)

## MEMENTO

### Pokój ludziom dobrej woli.

Piszemy te słowa w chwili, gdy w Warszawie drugie Zgromadzenie Narodowe wybiera drugiego Prezydenta Rzeczypospolitej.

Dzisiejsze (środkowe) pisma poranne paryskie wymieniają trzech kandydatów: b. ministra spr. wewn. Wojciechowskiego, który przy ostatnich wyborach na Prezydenta otrzymał bardzo pokąźną ilość głosów (przeszło 150), wypróbowanego demokrate, dawnego towarzysza Józefa Piłsudskiego w jego pracy konspiracyjnej; Witosza, lidera «Piasta», b. prezydenta gabinetu w najcięższych chwilach Polski podczas najazdu bolszewickiego; wreszcie generała Sikorskiego, b. szefa sztabu i obecnego prezydenta ministrów, którego energiczna akcja dni ostatnich znalazła ogólne uznanie w opinji polskiej.

Dowiadujemy się też z dzisiejszej prasy paryskiej, że trzej inni kandydaci, o których myślało dosyć powszechnie, t. j. marszałek Józef Piłsudski, poseł Maurycy hr. Zamoyski i marszałek sejmku, Maciej Rataj, podobno nie postawią swej kandydatury.

Wśród tych sześciu kandydatów (z których 3 jest jakoby zdecydowanych, 3 podobno niezdecydowanych), wszyscy mają swoje bardzo poważne zalety i zasługi wobec Polski i którykolwiek z nichby został wybrany, społeczeństwo polskie — mamy wrażenie — powita jego wybór z wielką ulgą.

\*\*

Nasz numer środowy, poświęcony tragedji warszawskiej, w którym zajęliśmy stanowisko bardzo zdecydowane, potępiające niesłychanie ostro prawię polską i czyniąc ją moralnie odpowiedzialną za śmierć Prezydenta Narutowicza, podobno tu i ówdzie wywołał zdziwienie, że *Polonia*, pismo «bezpartyjne», wypowiedziała się «partyjnie».

Dla uniknięcia jakichkolwiek nieporozumień, postaramy się wypowiedzieć jasno i bez ogródek, tak jak czynimy to zawsze.

W chwili, kiedy Polska stanęła nad przepaścią, nie czas na dobieranie wyszukanych słów,

na obwijanie swych myśli w bawełnę, na cyzelowanie wyrażań, aby, broń Boże, nie urazić przeczulonych nerwów.

\*\*

W ciągu 4 lat rządów marszałka Józefa Piłsudskiego, Polska wygrała 3 wojny, z których jedna, bolszewicka, groziła zagładą nie tylko nam, ale całej Europie. Połączyła w jedną całość 3 części Polski, dawne zabory, które w ciągu stuletniej niewoli miały czas, dzięki naszym zaborcom, zróżniczkować się w sposób zastrasający.

Stworzyła z niczego silną i dobrze zaopatrzoną armję, stworzyła z niczego administrację.

W ciągu tych czterech lat dano krajowi konstytucję, załatwiono (z grubsza) los bezrolnej ludności wiejskiej, puszczono w ruch maszynę wytwórczości przemysłowej, pozbywając się prawie zupełnie bezrobotnych.

W ciągu tych czterech lat odbudowano w znacznej części zniszczone części kraju i zaorano, ugiem leżące przez całą wojnę, ziemie.

W ciągu tych czterech lat zbudowano państwo polskie w warunkach niewypowiedzianie ciężkich.

W ciągu tych czterech lat dokonano prac nadnadludzkich.

Pokażcie w historii przykład, za którego króla, gdzie, w jakim kraju uczyniono tyle.

A jeżeli gdzie kiedy przez kilkadziesiąt lat dokonano setnej części tego wszystkiego, to ów król szczęśliwy przechodził do historii z przydomkiem najcenniejszym «Wielkiego».

U nas zrobiono to za czteroletnich rządów Józefa Piłsudskiego, którego przez cały czas nasza prawica (Narodowa Demokracja) dosłownie opluwała i znieważała, a kiedy po czteroletnich rządach, którymi dokonał takiego dzieła, ustępował, to posłowie prawicy ostantacyjnie się nie zjawili, by wysłuchać mowy pana Piłsudskiego, a w Europie było cicho, jak makciem zasiał.

Jeden Prezydent Millerand i drugi król hiszpański przesłali ustępującemu Naczelnikowi Państwa pełne ciepła i uznania depesze.

W prasie francuskiej, w prasie naszego sprzymiennca, panowała cisza grobowa, tak jakby ustępował jakiś kacyk w Honolulu, a nie **TWORCA PAŃSTWA POLSKIEGO**.

A przecież mamy w Paryżu organa specjalnie polskie, powołane do tego, aby od czasu przypominać Francji, że to, a to, co się dzieje w Polsce, to jednak nie byle co.

Ustąpienie marszałka Piłsudskiego uświęciła grobowa cisza. Może tą ciszą nasza propaganda paryska pragnęła uczcić dostojność chwili. Zaprawdę, dziwna maniera i całkiem oryginalny ceremoniał.

Wszechwładna ręka prawicy i tu zaciążyła i ustąpienie marszałka Józefa Piłsudskiego przeżyła «dyskretnie».

Zanim zdążyliśmy podkreślić ten niesłychany w dziejach fakt uczczenia takiej chwili dyskretnym przemilczeniem, jak grom z jasnego nieba spadła tragedia warszawska,

\*\*

Słowa, któremi napiętnowaliśmy w numerze środowym postępowanie naszej prawicy, w takim oświetleniu nie powinny się wydać zbyt ostremi, przeciwnie, na całą Europę winien się wnieść okrzyk stokroć potężniejszy pod adresem spadkobierców warcholów szlacheckich i królewiat: *Opamiętajcie się!* To nie jest wiek XVII czy XVIII, to epoka nowożytna, nawskroś nowożytna, ze zgoła innymi pojęciami o państwowości, o ukształtowaniu społecznym. Pamiętajcie o tem, do czego ma prawo Żyd, Katolik czy sam djabeł, o ile jest obywatelem państwa, a czego nie wolno Polakowi nawet na własnych śmieciach.

\*\*

Zdaje się, że tragedia warszawska otworzyła oczy całemu społeczeństwu polskiemu.

Zdaje się, że dzisiejszy wybór Prezydenta wprowadzi państwo polskie (a nie republikę szlachecką Endecji z nad przepaści na drogę państwa nowożytnego).

Zdaje się, że rząd w Polsce wzięli ludzie dobrej woli i że przy nich te rządy zostaną.

Dlatego tych kilka uwag umieszczamy pod hasłem, zawierającym głęboką mądrość: *Pokój Ludziom Dobrej Woli.* K. MIR.

# Po zamordowaniu Prezydenta Narutowicza

## Przewiezienie zwłok Prezydenta Narutowicza

Ciało Prezydenta Narutowicza przewieziono uroczysto we wtorek z Belwederu do Zamku Królewskiego. W całym mieście wywieszono żałobne chorągwie, latarnie okryto krepą, fabryki, sklepy i magazyny zamknięto podczas pochodu orszaku żałobnego. Członkowie ze swity cywilnej i wojskowej Prezydenta złożyli ciało na karawanie, przykryte sztandarem o barwach narodowych.

Na czele orszaku postępowali delegacje z całego kraju, różnych organizacji zawodowych, robotników, wieśniaków, inwalidów, korporacje zawodów wolnych, ze sztandarami i wieńcami.

Następnie szły oddziały ułanów, piechoty i artylerji. Przed karawanem szedł kler z kardyn. Kakowskim i biskupami. Za karawanem, zaprzęgnięty w osm koni, postępowali członkowie rodziny Żmarłego, marszałkowie Sejmu i Senatu, rada ministrów, członkowie cywilni i wojskowi ze swity Prezydenta, ciało dyplomatyczne, misje wojskowe, posłowie i senatorowie, przedstawiciele miast, uniwersytetów, konsystorz, kościołów protestanckich, zborów izraelskich, generalicja, wyżsi urzędnicy, wreszcie szwadron szwoleżerów, a potem tysiące publiczności.

Wzdłuż całej drogi którą przechodził orszak, wojsko tworzyło szpalery, prezentując broń podczas przechodu konduktu żałobnego. Za szpalarami wojska stała młodzież szkolna. W chwili, gdy orszak zbliżał się do Zamku, orkiestry wojskowe odegrały hymn narodowy.

Ministrowie i generalowie zaniesli trumnę do sali Rycerskiej, gdzie ciało pozostało przez trzy dni, pod strażą honorową. Uroczystość zakończyła się odśpiewaniem *Requiem*, poczem wszystkie delegacje przeszły przed zwłokami.

Uroczystość odbyła się w zupełnym spokoju i porządku. Tego samego dnia odbyły się nabożeństwa żałobne po całej Polsce. W piątek ciało Prezydenta przewieziono z Zamku do katedry Św. Jana, gdzie spocznie tymczasowo. Żałoba dla wojskowych będzie trwała przez 6 tygodni, dla cywilnych przez dwa tygodnie.

## Ostatni wywiad z Prezyd. Narutowiczem

W przeddzień swej tragicznej śmierci, Prezydent Narutowicz udzielił wywiadu korespondentowi paryskiemu *Figara*, p. de Chesmont. Wywiad ten, wydrukowany w niedzielnym numerze *Figara*, podajemy w dosłownym przekładzie.

«Byłem zawsze z wielkim podziwem dla Francji. Znaczną część życia przepędziłem w Szwajcarii, a więc w ustawicznym kontakcie z Francją.

«Przyjaźń francusko-polska, wypływająca z instynktu, jest rzeczą drogocezną.

«Przymierze francusko-polskie jest nieodzowne dla równowagi europejskiej. Tak jak nad tem przymierzem pracowałem ze wszystkich sił na stanowisku ministra spraw zagranicznych, tak i obecnie, jako naczelnik państwa będę się starał pracować, by to przymierze uczyniło jeszcze silniejszym i bardziej skutecznym.

«Wyniesiony na najwyższy urząd, mimo, iż się o to nie ubiegałem, uważałem za swój obowiązek wobec kraju nie uchylać się od wezwania, z którym się do mnie zwrócono.

«Mierzyłem trudności, które przedstawia spełnienie mego zadania; nawet się już z nimi trochę spotkałem. Te trudności nie potrafią mi odwieść od spełnienia obowiązków, które przyjąłem.

«Położenie polityczne Polski na pierwszy rzut oka może się wydać nie do rozwiązania. Stronnictwa prawicowe i lewicowe, rozporządzające siłami mniej więcej równymi, dają dowody bezwzględnej nieustępliwości. A jednak mam przekonanie, że z chwilą ustąpienia gorączki, zrozumiałej wobec walk wyborczych, z chwilą, gdy zadanie pierwszego polskiego parlamentu zosta-

nie pojęte przez każdego, będzie można wyszukać elementy konstytucyjne większości, która obecnie nie istnieje, ale którą należy koniecznie utworzyć. Temu zadaniu chcę się poświęcić. Ale trzeba dać czas namiętnościom, aby ostygły, a stronnictwom, aby znalazły orientację. Dlatego pragnę wyszukać ministerjum istotnie prowizoryczne, ukonstytuowane bez względów politycznych, któreby po kilku tygodniach ustąpiło miejsca prawdziwemu gabinetowi parlamentarnemu, jak tylko większość będzie mogła się zebrać.

«Nasze położenie ekonomiczne poprawia się szybko. Już Polska wystarcza sobie sama co do potrzeb zasadniczych. Choć życie jest jeszcze ciężkie dla wielkiej liczby obywateli, niema nędzy w ogólnym znaczeniu tego słowa, ani bezrobocia. Nasz wywóz, nieznaczny przed laty trzema, obecnie równoważy się z naszym przywozem. Jutro wywóz przerośnie przywóz. A wtedy położenie zmieni się na naszą korzyść.

«Pozostaje kwestja finansów. Wartość naszej waluty nie odpowiada istotnemu stanowi rzeczy. Sądzę, że wpływa na to brak zaufania ze strony zagranicy. Po za naszymi granicami hypnotyzują ludzi nasze agitacje polityczne, a zapomina się o olbrzymiej pracy kraju.

«Aby rozwiać to wrazenie, jest rzeczą nieodzowną, aby w krótkim czasie nastąpiła równowaga polityczna, ułatwiająca utworzenie rządu możliwie tak silnego, jaki może istnieć w państwie parlamentarnym. Temu zadaniu pragnę więc poświęcić się z udziałem wszystkich, nie chcąc robić różnicy między moimi wczorajszymi przyjaciółmi a przeciwnikami.

«Jeżeli potrafię urzeczywistnić tę konieczną harmonję polityczną, będę miał przeświadczenie, że pracowałem dla dobra mej Ojczyzny, a także dla dobra naszych sprzymierzeńców, którzy powinni mieć możność liczenia na nas, tak, jak my liczymy na nich.

## Prasa polska o tragedji warszawskiej

Zaczynają nadchodzić do Paryża pisma krajowe z wiadomościami o tragedji warszawskiej.

### «Niemniej przecież.»

Obecnie (wtorek wieczór) mamy pierwszy numer prasy polskiej z temi wiadomościami.

Leży przed nami niedzielne wydanie *Dziennika Poznańskiego* (narodowego pisma bezpartyjnego). Na pierwszej stronie tytuł: **Z a m o r d o w a n i e P r e z y d e n t a N a r u t o w i c z a**, temisami czcionkami, co na 3-ej str. tytuł: **P a r y ż i L o n d y n w k w e s t j i o d s z k o d o w a n i a**.

Podawszy w krótkich słowach suchy opis faktu, stara się redakcja przedstawić Niewiadomskiego, jako człowieka niepo czytelnego.

Ale w drugiej części artykułu autor (a więc redakcja) uważa zbrodnię Niewiadomskiego, jako akt polityczny. To mimowolne wyznaczenie pisma «bezpartyjnie - prawicowego» zasługuje na spamiętanie.

A dalej znajdujemy takie kapitalne zdanie:

Było jasnym dla ludzi, myślących po polsku, że zamordowany Prezydent... prezydentury przyjąć nie był powinien... Niemniej przecież należy się słowo (jedno tylko? przyp. red.) potępienia bezwzględnego takiemu sposobowi rozstrzygnięcia spraw pierwszorzędnej bo ogólnopństwowej doniosłości.

Co za okropne ubóstwo duchowe przegląda z tych dwóch skromnych wyrazów: **N i e m n i e j p r e c i e ż!**

Za zbrodnię, która dyskredytuje całą Polskę, jedno słowo potępienia!!! Dobrze jeszcze, że nie słowo czkoko. Słownictwo polskie wzbogaca *Dziennik Poznański* wspaniałym, bogatym frazezem.

Szlachcic polski, p. Eligjusz Niewiadomski, jako malarz, poniekąd gospodarz Zachęty, morduje zdradziecko, z tyłu, «z za plotą» swego gościa, najwyższego dostojnika Rzeczypospolitej, pierwszego Prezydenta Niepodległej Polski.

To się nazywa: Sposobem rozstrzygnięcia spraw państwowej doniosłości!!!

Pisze dalej *Dziennik Poznański*:

Musiąo dokonać się wielkie przeobrażenie duszy narodowej, musiała ona przejść jakąś straszliwą próbę dewastacji umysłowej, skoro taki czyn stał się możliwy.

Nam się zdaje, że redaktor *Dziennika Poznańskiego* musiał przejść jakąś straszliwą próbę dewastacji umysłowej, skoro taki artykuł stał się możliwy.

**W obozie prawicowym wiedziano o mającej nastąpić zbrodni.**

*Robotnik* (z d. 17. XII) pisze:

Ustalmy łączność zjawisk.

*Gazeta Poranna* (z dnia 13 b. m.) komunikowała wszem wobec: ... biedzą się nad ceremoniałem «objęcia władzy» przez prezydenta Narutowicza. Ma to być połączone z jakimiś festynami publicznymi, paradami ulicznymi i t. d.

Stanowczo i poważnie przestrzegamy tych specjalistów od «protokółów» uroczystych przed dalszem prowokowaniem uczuć ludności polskiej Warszawy. Ludność polska tej prowokacji nie zniesie, i jeśli zamiast strumieni krwi, które widzieliśmy na ulicach onegdaj, popłyną rzeki tej krwi, odpowiedzialność za to spadnie na puście, niestety, ale żywe dotychczas głowy rozmaitych protokulantów i innych specjalistów od uroczystości i festynów publicznych.

Tak pisała na trzy dni przed zamordowaniem prezydenta faszystowska *Dwugroszówka*.

Groziła. Ostrzegała. Zarazem zabezpieczała sobie moralnie tyły.

W obozie faszystów wiedziano doskonale o mającej nastąpić zbrodni.

W godzinę jakąś po zamachu w jednym z urzędów państwowych powiedział wybitny urzędnik: no, to wczoraj już było wiadome, że będzie zamach.

W poniedziałek napaści faszystów, podżeganych przez endeckich posłów i — siostra Halle-ra, rzucająca w prezydenta błotem.

W trzy dni potem *Dwugroszówka* ostrzega i grozi.

Grozi, że na ulicach stolicy popłyną rzeki krwi, jeżeli prezydent będzie paradował.

Po trzech dniach endek, zawścieczony endek, ongi występujący się reakcji carskiej, endek do ostatniej chwili przytomny na umyśle, czynny jako profesor wykładający, morduje w biały dzień, w chwili otwarcia Salonu Sztuki, a więc właśnie w czas parady, morduje pierwszego polskiego prezydenta Rzeczypospolitej...

Jest metoda w tym «obłędzie» i jest przyczynowość zjawisk.

Trucizna, płynąca strumieniami z prasy endecko-faszystowskiej, ta pełna wścieklej nienawiści akcja białego teroru, wydała już owoce.

Odpowiedzialność za mord pierwszego prezydenta Rzeczypospolitej spada na «Chjenę».

## Szczegóły morderstwa Prezydenta Narutowicza

### Zamach.

Otwarcie dorocznego salonu w Zachęcie było pierwszą uroczystością publiczną, w której postanowił wziąć udział Prezydent Narutowicz.

Po złożeniu wizyty kard. Kakowskiemu, Prez. Narutowicz kazał zająć przed Zachętą, gdzie już byli zebrani liczni przedstawiciele korpusu dyplomatycznego, Rządu, sfer artystycznych itd. Prez. Narutowicz po przybyciu do gmachu Zachęty przywitany został w przedsiönku przez Komitet Zachęty in corpore. Przyjęty przez członków Komitetu pp. Kozłowski i Okunia, udał się na pierwsze piętro do pierwszej sali na prawo, tak zw. sali honorowej.

Po wejściu Prez. Narutowicza wszyscy obecni skłonili się. Z katalogiem w ręku przechodził od obrazu do obrazu i zatrzymał się przed obrazem Ziomka «Szron». Doszedł do niego ambasador angielski p. Max Müller z małżonką, i po francusku wyrzekł:

« Je voudrais vous féliciter M. le Président. (Chciałem Panu złożyć moje życzenia, Panie Prezydencie).

Prez. Narutowicz odparł: *Plutôt consoler!* (Raczej należałoby mi współczuć!).

W tej chwili z pośród otaczających Prezydenta osób wysunął się malarz Eligjusz Niewiadomski i z poza prezydenta ministrów Nowaka dał trzy strzały do Prez. Narutowicza, z odległości dwóch kroków.

Kule trafiły Prezydenta w lewy bok i przeszły serce. Prezydent stracił od razu przytomność i po kilku minutach zmarł.

Publiczność obecna w Zachęcie osłupiała z przerażenia. Kilka pań zemdlało. Pani Max-Müllerowa, małżonka posła angielskiego, rozplakała się. Kiedy p. Antoni Wieniawski z M. S. Z. zaczął ją uspakajać, p. Max-Müllerowa, odrzekała:

Placę z powodu nieszczerstwa, które spotkało waszą biedną Ojczyznę!

Przerażenie wśród obecnych było tak wielkie, że dopiero po upływie kilku minut zwrócono uwagę na zabójcę, który został zatrzymany.

Kilka osób pobiegło do telefonu, aby zawezwać Pogotowie, ale dłuższy czas nie można było otrzymać połączenia.

Wiść o zabójstwie lotem błyskawicy rozeszła się po mieście. Przybyły liczne oddziały policji. Drzwi wejściowe do gmachu Zachęty zostały zamknięte. Policja zajęła się sprawdzaniem dowodów osobistych pozostałej w Zachęcie publiczności.

Przybyły tymczasem lekarz Pogotowia stwierdził zgon.

Nad gmachem Zachęty wywieszono czarną chorągiew.

**Zeznania świadków.**

Trudno opisać, jak wstrząsające wrażenie wywarł na większości obecnych potworny mord. Ludzie chodzili jak błędni. Rozlegały się głosy: « teraz wojna domowa jest nieunikniona » i in.

Ale... była też mniejszość. Była może b. nieznaczna, z kilku, czy kilkunastu osób złożona, która zachowywała się b. zagadkowo. Tak np. w chwili, gdy Prez. Narutowicz szedł po schodach i publiczność tłoczyła się, by go zobaczyć, pewien jegomość stojący tuż przy mnie, z niewypowiedzianą nienawiścią spoglądał na oddalającego się Prezydenta i z szyderczym uśmiechem mruknął: *sensacja*. Pan ten jest wysmukły, o chudej twarzy, wzrostu ponad średniego, rudawego zarostu, o *zezującym wzroku*. Po zamachu zachowywał się milcząco i spokojnie, nie reagując na żadne rozmowy otoczenia.

Dalej mówiono, że wśród obecnych znajdował się lekarz, który mimo nawoływań z różnych stron, nie okazał pomocy umierającemu Prezydentowi!

Uderzał też fakt, że karetka Pogotowia przybyła dopiero po jakich 35 — 40 minutach, podczas gdy normalnie potrzeba 10 — 15 minut na przyjazd karetki.

Morderca Niewiadomski zachowywał się zupełnie, aż do obryzania « normalnie ». Przed zamachem rozmawiał spokojnie z kolegami malarzami, z całym spokojem dokonał zbrodni i z równym spokojem oddał się w ręce władz, wbrew doniesieniom Pat-a, jakoby próbował ucieczki.

P. Makuszyński z « Rzeczypospolitej » wyraził szczerze zdziwienie, że « nasz » (słowo p. M.) Niewiadomski dopuścił się strasznego czynu.

Szczególne oburzenie wywołała zbrodnia wśród dziennikarzy francuskich, którzy zgłosili się do redakcji naszej, wyrażając potępienie dla niecnej zbrodni i stwierdzając, że we Francji nie podobnego obecnie nie mogłoby się zdarzyć.

*Robotnik.*

**Epizod z b. gen. Hallerem.**

Pierwszą myślą otoczenia Prezydenta było zawezwać telefonicznie pomocy lekarskiej. Dr. Łepkowski, zastępca szefa kancelarii cywilnej Cara, rzucił się do telefonu, aby połączyć się z miastem.

Telefon był nieczynny...

W pobliżu Prezydenta znajdował się również poseł Kościalkowski, major W. P. Widząc, że telefon nie działa, postanowił pos. Kościalkowski wybiec i zawiadomić o zbrodni marszałka Piłsudskiego. Wybiegłszy przed gmach, stał się pos. Kościalkowski uczestnikiem charakterystycznego zajścia.

Przed Zachętą zebrał się już dość spory tłum. W pierwszym szeregu stojących znajdował się poseł Józef Haller, były generał. Na widok jego

pos. Kościalkowski, przypomniawszy sobie wydarzenia ostatnich dni, ich porządek i przebieg, wstrząśnięty oburzeniem, nie mógł powstrzymać się od zawołania ku p. Hallerowi:

— Krew ta spada na pańską głowę!!!

Stojący niedaleko komisarz policji podbiegł szybko ku posłowi Kościalkowskiemu i chciał go za ten wykrzyk oburzenia zaaresztować. Pos. Kościalkowski wylegitymował się jako poseł i pośpieszył do sztabu generalnego, gdzie znajdował się wtedy marszałek Piłsudski.

Do gmachu Zachęty ani z gmachu nie wypuszczano tymczasem nikogo z osób prywatnych. Po pewnym czasie zajechało Pogotowie i lekarze stwierdzili zgon Prezydenta.

**Przed zamachem.**

\* W poniedziałek, koło godz. 12 w poł., na placu Trzech Krzyży z tyłu za kościołem, jakaś kobieta w szarem palcie i czarnym kapeluszu przemawiała w następujących słowach do zgromadzonej na placu młodzieży akademickiej:

« Zatrzymać go, żeby się zrzekł, a jeżeli się nie zrzeknie — *to kulę w łeb* ».

W Poznaniu w czwartek już krążyły pogłoski że Prezydenta Narutowicza zabił jakiś artysta malarz.

Wielce mówiąca wiadomość!

**Wrażenie w kraju**

Leżą przed nami dziesiątki odezów wydanych nazajutrz po zamordowaniu Prez. Narutowicza przez instytucje, towarzystwa, osoby prywatne (Senatu, politechniki warszawskiej, P. P. S., P. O. W., Polskiego Tow. Wschodniego, Warsz. Tow. Artystycznego, T. Artystów, Zw. Harcerstwa Polskiego, N. P. R. Zw. Literatów, W. Sieroszewskiego, pułk. Wł. Zagórskiego).

Wszędzie jaknajostrzejsze słowa potępienia.

Z braku miejsca ograniczamy się jedynie do następującej:

**Odezwa N. P. R.**

Obywatele Polacy! Rzeczpospolita, prawo i demokracja jest w niebezpieczeństwie.

Zgraja rozwydrzonych fanatyków partyjnych, podniecona zbrodniczą agitacją szaleńców czy zdrajców, w biały dzień, pod okiem bezczynnych władz bezpieczeństwa depce w stolicy prawo, łamie konstytucję, znieważa, a potem skrytobójczo morduje najwyższego dostojnika Rzeczypospolitej, legalnie obranego przez Zgromadzenie Narodowe i pcha naród do najstraszniejszej wojny, bo wojny domowej.

Niezgodą i bezrządem zginęła ongi szlachecka Polska. Dziś znowu anarchja i bezprawie podnosi głowę.

Czy dopuściecie, Obywatele, do tego, aby tak drogo okupiona, odrodzona Rzeczpospolita znowu miała — ku radości naszych wrogów — utonąć w odmęcie walki bratobójczej?

Obywatele! Dziś waży się losy Polski.

Albo Polska będzie krajem ładu i porządku prawnego i stanie się państwem silnym i trwałym, albo rzadzić u nas będzie nie wola większości, lecz palka i rewolwer, i Rzeczpospolita zginie.

Obywatele!

Komu droga jest Polska!

Kto ceni Wolność i Demokrację!

Kto pragnie ładu i poszanowania prawa, a potępia terror, morderstwa i walkę bratobójczą — ten niech otwarcie stanie w obronie Konstytucji i Prawa.

Ten niech się skupi koło legalnie obranego przedstawicielstwa Narodu, koło Sejmu i Rządu prawowitego.

Ten niech będzie gotów w każdej chwili stanąć w szeregu dla odparcia gwałtów i zamachów anarchistów prawicowych.

Prez. z terorem i mordem politycznym.

Niech żyje Konstytucja i Prawo. Niech żyje Demokratyczna Rzeczpospolita,

Główny Komitet Wykonawczy.

Narodowej Partji Robotniczej.

Warszawa, d. 22. XII, 1922.

**Żywiłowe demonstracje w Krakowie.**

Wiadomość o zamordowaniu Prezydenta Rzeczypospolitej wywołała w Krakowie zrazu osłupienie, dzięki temu, że opinia była przegotowana raczej na uspakajający zwrot w stosunkach, albowiem tutejsi liderzy nacjonalistyczni zapewniali do ostatniej chwili, że między blokiem nacjonalistycznym a resztą Sejmu doszło w Warszawie do zupełnego porozumienia.

Po przejściu pierwszego osłupienia, wybuchło żywiłowe oburzenie przeciw sprawcom ohydnej zbrodni.

Pod gmach województwa przy ul. Basztowej pociągnął ogromny pochód robotniczy; demonstranci domagali się natychmiastowego postawienia pod sąd leaderów nacjonalistycznych którzy podlegali i zaogniali stosunki w kraju.

Pochód ruszył następnie przez miasto pod redakcję « Naprzodu », gdzie wygłaszano mowy, domagając się oddania pod sąd wymienianych po nazwisku intelektualnych sprawców mordu oraz silnego i stanowczego postępowania władzy wobec spisku, zagrażającego Polsce.

Z podnieconego wieścią o zbrodni tłumy padły pogroźki pod adresem tych nacjonalistów krakowskich, którzy są uważani za współwinnych podlegania i wytwarzania atmosfery, w której dojrzewają morderstwa polityczne. Taktowi starszych obywateli udało się zapobiedz wybuchom.

**Premjer gen. Sikorski**

Generał dywizji, szef sztabu generalnego Władysław Sikorski urodził się 1881 roku w Tuszowie (Małopolska). Szkołę średnią ukończył w Tarnowie, we Lwowie zaś otrzymał dyplom inżyniera na Politechnice.

Rok 1914 zastaje Sikorskiego w Legionach, z którymi przebywa wszystkie stadja organizacyjne. W roku 1918 obejmuje kwatremistrzostwo dowództwa Grupy wschodniej, następnie dowództwo grupy operacyjnej N-r 1 — przyczynia się skutecznie do odsieczy Lwowa, prowadząc między innymi osobiście atak na Janów.

Po ofensywie na Tarnów — Zbrazą grupa generała Sikorskiego cofa się w całkowitym porządku aż pod Lwów, skąd w ostatecznym uzgodzeniu generał Sikorski z grupą swoją idzie naprzód aż po granice dzisiejszej Małopolski Wschodniej.

Rozkazem Naczelnego Wodza mianowany w r. 1920 dowódcą Grupy na Polesiu, stacza sławne walki pod Mozyrzem.

W czasie ofensywy bolszewickiej na Warszawę, generał Sikorski zostaje mianowany rozkazem Naczelnego Wodza dowódcą trzeciej armji, która rozbiła konna armję Budiennego.

Rozkazem Nacz. Wodza mianowany z dn. 1 kwietnia 1921 roku szefem sztabu generalnego, reorganizuje M. S. Wojsk.

**CO SIĘ DZIEJE W KRAJU**

**Bojówki prawicowe**

(podług « Robotnika »)

W Lublinie « Polska Organizacja Obrony Kraju », popierana przez dymisjonowanego generała Listowskiego i ciesząca się względami zastępcy Głównego Komendanta Policji Państwowej, p. Wardęskiego. Organizacji tej dopomaga przy technicznym zaopatrzeniu p. pułkownik Wierński.

« Wolny Strzelec Rzeczypospolitej Polskiej ». W Warszawie organizacja ta miała otrzymać 1.100 karabinów systemu angielskiego od policji państwowej. Obecnie organizacja ta przekształca się na « Ligę Obrony Kraju ». W organizacji tej bierze liczny udział młodzież gimnazjalna z gimnazjum im. Zamoyskiego, przy wydatnem poparciu *dyrektora posta endeckiego p. Lipskiego*.

« Stowarzyszenie Porządku Publicznego ». « Związek Hallerczyków », dzielący się na chorągwie.

Związek Dowborczyków pod nazwą: « Ku chwale Ojczyzny ». O legalizację tego ostatniego starają się gwałtownie gen. Dowbór i Wroczyński.

« Związek Górnoślązaków », kierowany przez gen. Listowskiego.

« Związek byłych wojskowych » na terenie Zagłębia Dąbrowskiego, dzieli się na plutony. Choć nielegalny, posiada karabiny i ćwiczy się.

Prócz tego bojówka S. S. S. i kilka innych formacji.

**List otwarty Posła Daszyńskiego.**

Do p. Włodzimierza Perzyńskiego, feljetonisty « Rzeczypospolitej »

W « Rzeczypospolitej » z dnia 13 grudnia piszesz Pan, że dnia 11 grudnia « kroczyłem z browningiem w ręce na czele tłumów » i porównywałeś mnie Pan do zbirów carskich,

**NAJSZYBCIEJ PRZESYŁKĘ PIENIĘDZY DO POLSKI**  
za pomocą czeków, przekazów listowych lub telegraficznych skutecznie po najlepszym kursie

**BANK DLA HANDLU I PRZEMYSŁU W WARSZAWIE**

**FILJA W PARYŻU**

Pocztowe konto czekowe: Paris Nr. 336-38. **36, rue de Châteaudun, Paris (9<sup>e</sup>)**

Adres telegraficzny: Bankvarab, Paryż.  
Telefon: Trudaine 42-48, 56-49, 66-78.

postadający we wszystkich miejscowościach Polski swe oddziały, agencje i korespondentów.

**Kapitały własne przeszło 1 miliard 150 milionów Marek p.**

**INSTYTUCJA CENTRALNA: WARSZAWA, UL. TRAUĞUTTA 8**

**Oddziały w Polsce:** Warszawa (7 oddz. miejsk.), Baranowice, Biała podlaska, Białystok, Bielsk podlaski, Bielsk śląski, Brześć nad Bugiem, Chełm, Częstochowa, Drohobycz, Dubno, Garwolin, Grajewo, Grodno, Kałuszyn, Kielce, Końskie, Korzec, Kowel, Kutno, Kraków, Krzemieniec, Lida, Lubartów, Lublin, Lwów, Łomża, Łódź, Łuck, Łuków, Luniniec, Międzyrzec, Nałęczów, Ojców, Olkusz, Ostrog, Ostrowiec, Parczew, Pińsk, Plock, Podwołoczyska, Pułtusk, Radom, Radzyń, Równe, Sarny, Siedlce, Siemiatycze, Skarżysko, Słonim, Sokół, Sosnowiec, Stanisławów, Stołpce, Suwałki, Ustroń śląski, Węgrów, Wilno, Włocławek, Włodawa, Włodzimierz Wołyński, Wołkowysk, Zamość, Zdobunów. — Filje w Brukseli, Antwerpi (Belgia) i Rotterdamie (Holandia).

**Kasy wypłat:** Poznań, Gdańsk, Bydgoszcz, Bytom, Toruń, Leszno, Kępno, Ostrów, Pabianice, Będzin, Kalisz, Mława, Piotrków, Radomsk, Sandomierz, Zawiercie, Zgierz.

**PIERWSZY POLSKI BANK WE FRANCJI**

Liczne listowne podziękowania świadczą, że *Bank dla Handlu i Przemysłu w Warszawie* przesyła pieniądze najszybciej i najtaniej z zupełną gwarancją punktualnego doręczenia. We większych miastach przekazy telegraficzne zostają wypłacone po 2-3 dniach, a listowne po 5-7 dniach. **BANK** oprocentowuje najkorzystniej oszczędności we frankach lub markach polskich.

Specjalna opieka nad przekazami pracowników polskich.

Listy należy pisać po polsku.

Listy i przekazy należy adresować: *Banque pour le Commerce et l'Industrie à Varsovie, Succursale de Paris, 36, rue de Châteaudun, Paris (9<sup>e</sup>).*

którzy na czele policji lub wojska strzelali do bezbronných robotników polskich.

Okrywasz Pan hańbą moje nazwisko, znieważasz mię najokrutniej.

Otóż — oświadczam, że nie miałem rewolweru w ręce ani przy sobie, że prowadziłem pod rękę starca 87-letniego, tow. Bolesława Limanowskiego, że na pl. Trzech Krzyży obaj bezbronni leżeliśmy wraz z tym starcem na bruku wobec salw studentów polskich obsypujących nas kulami, że potem po ucieczce studentów staliśmy obaj przed łufami karabinów i browningów policjantów, nie chcących nas przepuścić do Sejmu, dokąd powoływał nas obowiązek konstytucyjny.

To jest prawda, którą widziały tysiące ludzi w biały dzień na wielkim placu.

Jeżeli Pan zniewag z dnia 13 grudnia nie cofnie, jeżeli Pan nikczemnych kłamstw swoich nie odwoła, będę uważał Pana za tak podłego nikczemnika, za tak nisko upadłego człowieka, że słowa Pańskie odtąd nie zdołają znieważać ani pochwalić nikogo.

*Ignacy Daszyński, poseł sejmowy.*

Warszawa, dnia 13 grudnia 1922 r.

## Robotnicy polscy we Francji

### Z życia Polaków w Pas-de-Calais.

(Od własnego korespondenta).

Dnia 14 listopada zabyty został w szybie nr. 5. w Marles polski górnik, Wawrzyn Białkowski. Płyta kamienna spadając, zmiądzzyła mu czaszkę. Ś. p. Białkowski liczył lat 50 i pracował zaledwo 4 dni po przybyciu z kraju. Pozostawił syna, pracującego na tym samym szybie i liczną rodzinę w kraju. Pogrzeb odbył się dnia 17 listopada, celebrowany przez księdza Ignacego Śledziowskiego. Koszta pogrzebu pokrył zarząd kopalni.

W równy miesiąc po tym tragicznym wypadku, ofiarą zawodu padł drugi górnik polski, Aleksander Szczygłowski, w szybie Calonne-Ricouart. Ś. p. Szczygłowski liczył zaledwo 17 rok życia, był jedynakiem Józefa i Balbiny Szczygłowskich, przybyłych niedawno z Westfalji. — Ś. p. Aleksander Szczygłowski zginął na miejscu od najeżdżającego wózka po pochylni, w chwili, gdy sam pchał przed sobą wózek, naładowany węglem. Wypadek został spowodowany wskutek nieostrożności, manewrujących przy pochylni, a mianowicie wskutek zaniedbania przepisanych środków ostrożności. Pogrzeb odbył się dnia 16 grudnia, celebrowany przez księdza francuskiego z Licouart, a przy udziale zarządów wszystkich polskich towarzystw z okolicy.

Zapewne w tej sprawie zostanie zarządzona ankieta w celu wyznaczenia odszkodowania dla rodziców zabitego. Przy takiej ankiecie asystuje zazwyczaj delegat polskiego Biura dla Spraw

Wychodzących z Paryża. Ponieważ Rodacy skarżą się, że delegat taki nie stawał należycie w obronie poszkodowanych, jak to n. p. miało miejsce w sprawie Petkowskiego, prezesa Tow. Amatorskiego, któremu odebrano pensję za ułomność, przeto górniczy proszą, aby w sprawie Ś. p. Szczygłowskiego nie grzeszono znów zbytnią lojalnością wobec administracji, a więcej interesowano się sprawą poszkodowanego.

Mamy nowego nauczyciela w osobie p. Piotra Kalinowskiego, który od pierwszego dnia umiał sobie pozyskać życzliwość władz, a przedewszystkiem całej kolonii polskiej. Wraz z jego przybyciem zmienił się do niepoznania porządek szkolny. Chłopcy uczęszczają regularnie do szkoły i uczą się pilnie, widząc w nowym nauczycielu nie surowego sędziego, ale dobrego ojca i opiekuna. Równocześnie zmienił się i podział pracy nauczycielskiej.

Nasza nauczycielka polska objęła pracę wyłącznie nad dziewczynkami, nauczyciel zaś nad chłopcami. Tym sposobem trudności szkolne zostały usunięte, a sama nauka postawiona na racjonalnym poziomie. Pozostało jedynie drobne nieporozumienie, dotyczące się nauki katechizmu, które może da się usunąć.

W Calonne-Ricouart założono świeżo komitet miejscowy, z prezesem Janem Komorowskim na czele. W skład tego komitetu wchodzi cztery towarzystwa, a mianowicie: Tow. Jedność, (prezes Jan Fincel), Koło Muzyczne (prezes Jan Laboga), Koło śpiewu Św. Cecylii (prezes Jan Komorski), Sokół (prezes Jan Kazubek). Nowa ta organizacja powstała w chwili, kiedy życie towarzyskie i społeczne zaczęło u nas zamierać a równocześnie komuniści poczęli szerzyć wśród nas swą propagandę. Nowy Komitet stoi na gruncie katolickim i lojalności wobec władz. Zabiegami celem otrzymania własnej sali na zebrania, czytelnię, bibliotekę i teatr zostaną wkrótce uwieńczone pomyślnie, gdyż zarząd kopalni, widząc potrzebę lokalu, już począł rozpatrywać sprawę terenu i materiału podbudowę takowego.

Nowemu komitetowi czyni poniekąd konkurencję komitet z Marles, obecnie prawie nieczynny. Nie obyło się na tem tle bez zawiści i sporów, lecz ludzie dobrej woli umieli ostafecznie dalszemu nieporozumieniu zapobiedz i zaproponowali wybór jednolitego komitetu, rozciągającego się na całe zagłębie. Wybór ten nastąpi w styczniu i w miejsce dotychczasowych dwóch komitetów zostanie powołany do życia jeden wspólny. E. W.

### Nowe stowarzyszenie.

W Moyeuve Gr. (Moselle) zawiązało się w dn. 1 grudnia b. r. Powarzystwo Wzajemnej Pomocy, dla robotników polskich, pracujących w Moyeuve Gr., Rombach, Roslingen, Homin i Zew.

Inicjatorem założenia powyższego towarzystwa, któremu życzymy jaknajlepszego rozwoju, był p. Bolesław Tustanowski, zaś pomagali mu, zyskując prawo do rzetelnego uznania pp.: An-

toni Przybył, Feliks Hagno, Stanisław Tustanowski, Józef Nowaczyk, Jan Jakóbczak i Jan Golonka.

Na zebraniu organizacyjnym uznano *Polonię* za swój organ.

Skład nowego zarządu podajemy poniżej, w spisie Towarzystw polskich.

### Konferencja północnych Filij Związku Robotników Polskich we Francji.

W ostatni dzień roku, t. j. w niedzielę, dn. 31 grudnia 1922 r., odbędzie się w Douai (Nord) na sali estaminetu Sedé, 48, rue Bellain, o godz. 10 rano, konferencja wszystkich Filij Z. R. P. we Fr., jakoteż i wszystkich innych Stowarzyszeń robotniczych polskich z Północnej Francji.

Uprasza się zatem Wszystkie Filje Z. R. P. we Fr. i Stowarzyszenia Robotnicze polskie o wysłanie na tę konferencję swych delegatów, a w razie niemożności przybycia o listowne zawiadomienie o tem niżej podpisanych prezesa lub sekretarza.

Wszystkie Zarządy Filijne, które dotąd nie opłaciły wkładek miesięcznych (w myśl ostatnich uchwał) proszone są o uiszczenie takowych na ręce podpisanego skarbnika w dniu konferencji przed zebraniem.

Uwaga. Wszystkie Filje, należące do Związku przed 1-ym lipca 1922 r., zobowiązane są płacić 25 cm. od członka miesięcznie. Od 1 lipca opłata wynosi 40 cm. od członka miesięcznie. Centralny Zarząd Związku Filijnego Robotników Polskich w północnej Francji (Douai).

Prezes: *Tomasz Andrzejewski*, Sallaumines (Pas-de-Calais) 2, rue du Havre.

Sekretarz: *Jan Polerowicz*, Lallaing (Nord) Coron du Nouveau Monde, 437.

Skarbnik: *Szczepan Napierata*, Bruay (Pas-de-Calais) 2 rue de Constantine, Cité 4.

### Gwiazdka w L'Hôpital.

Tow. Wzajemnej Pomocy, « Jedność », w L'Hôpital urządza w niedzielę, dnia 24 grudnia, o godz. 3 po połud. Gwiazdkę dla swych członków.

Po Gwiazdce koncert i zabawa taneczna.

Za zarząd: *Rosik*, prezes.

### Opieka nad dziećmi naszego wychodźstwa we Francji.

Otrzymujemy od jednego z naszych pracowników rolnych bardzo smutny list, w którym się on żali, że został zaangażowany na robotę do Francji i przybył z żoną i trojgiem dzieci; obecnie pracodawca stawia mu warunek albo rozstać się z dziećmi, oddając je gdzieś (?) na wychowanie, lub opuścić zajmowaną u niego posesję. Położenie dla naszego pracownika bez wyjścia. Prosi nas o wyszukanie mu jakiejś innej posesji. Skierowujemy tę sprawę do naszych władz wychodzących.

Jednocześnie uważamy za właściwe podać komu należy do wiadomości, że pod protekcją Sto-

warzyszenia Generalnego Merów Francji stworzył się Komitet Opieki nad dziećmi imigrantów, z siedzibą w Paryżu, 14 rue Chauveau Lagarde, pod przewodnictwem p. Adriana Gilly, prezydenta Stowarzyszenia merów, z udziałem p. Mauger, senatora departamentu Cher i delegatów różnych ministerstw. Przypuszczamy, że byłoby wskazaniem zwrócić się w danym wypadku do tego Komitetu.

## Uczcie się po francusku!

(Od naszego korespondenta z kół robotniczych.)

Zauważyłem wielki brak znajomości języka francuskiego u naszego wychodźstwa, nawet u takich, co już przebywają tu dłużej i dlatego nakreśliłem parę słów, które proszę umieścić w swem poczytnym piśmie, za co już naprzód składam podziękowanie.

Na ten temat pisze się znacznie za mało. Jest to sprawa tak ważna, że poświęcić jej trzeba przynajmniej co tydzień jeden artykuł, aby robotnik zrozumiał, iż leży to w interesie jego poznać język krajowców jaknajdokładniej, bo z tego płynie dla niego korzyść.

Poważna część wychodźstwa naszego niedocenia ważności znajomości języka francuskiego. Ludzie wykształceni uczą się właśnie francuskiego, uważają to sobie za zaszczyt, gdy nim potrafią władać. Ale robotnik nasz ma mało zrozumienia, lub też obawia się trudu, jaki sprawia nauka. Nauka jest pracą i to pracą nader trudną. Przypna to każdy, co się nią zajmuje. Wielu z naszych robotników twierdzi, że ten, co się uczy, nie pracuje ciężko, bo nie śmiga kilofem, lecz gdy się sam ma uczyć, rzuca książkę w kąt, bo jest — ciężko.

Wielu było zdania, że ci, co pracują głową, nie pracują ciężko, dopiero ci, co w Westfalji uczęszczałi na kursy, poznali, co to jest nauka, poznali, że to jest praca, nauczyli się poważać tych, co za pomocą nauki zdobyli sobie wiedzę.

Wielu grzeszy tem, że nauczywszy się kilka okruszyn, sądzi, że już po francusku potrafi mówić. Niejeden, gdy jest zdolny porozumieć się cokolwiek z urzędnikiem sądzi, że to mu wystarczy i że jest dzielnym. Gdy jednak zajdzie jakieś nieporozumienie z urzędnikiem, gdy nie potrafi myśli swych ubrać należycie w słowa lub użyje słowa fałszywego, wtenczas powstaje rozgoryczenie tak po jednej, jak i po drugiej stronie. Wypowiedział złe, urzędnik wyciągnął fałszywy wniosek, w następstwie nienawiści.

Heż to skarg na tłumaczy, że popierają stronę kopalni, ileż to skarg, że są narzędziem kapitalistów, że nie tłumaczą wszystkiego tak, jak sobie robotnik życzy, że dyrekcji nie przedstawia bie sprawy tak obiektywnie, lub zatajają prawdę ze względu, aby się nie naraził dyrekcji. Skarg takich możnaby naliczyć tysiące.

A jednak mogłoby być inaczej, gdyby ci, co przyjadą do Francji za pierwszy swój obowiązek uważali nauczenie się języka tubylców. Najpierw niema nic lepszego nad to, gdy można się odbyć bez przewodnika, bez piastunki, bez tłumacza. O wiele lepiej można się rozmówić i zrozumieć, gdy się z kim rozmawia wprost bez pośrednika.

Gdy można przedstawić sprawę krótko i jasno, nie zepsuje to dobrego humoru i sprawa bierze dobry obrót. Inaczej gdy do pomocy potrzebny jest tłumacz. Sprawa się przewleczy w dodatku i tłumaczowi braknie odpowiedniego słowa, słuchający się zniercpliwi i zamiast korzyści ma się niekorzystać. Każdemu jest o wiele przyjemniej, gdy może rozmawiać z ust do ust, a najprzyjemniej temu, co ma mało czasu.

Z urzędnikiem w kopalni również nie inaczej. Praca nie szła, tak jak była powinna, urzędnik pyta, nie można mu wytłumaczyć, dlaczego się tak stało, urzędnik odchodzi niezadowolony.

Szczęśliwy jest ten, co się bez tłumacza obejdzie.

Znamem jest ogólnie, że Słowianom jest bardzo łatwo nauczyć się języków, co polega na prawdzie. Zależy to jednak od woli. Gdzie niema woli tam wszystko trudno, a u bardzo wielu jest bardzo wielki brak tej silnej woli. Przypominam sobie, jak w pewnej miejscowości pewien nauczyciel rozpoczął lekcje języka francuskiego, Początkowo zgłosiła się liczba 140, ale liczba ta codziennie topniała tak dalece, że w końcu musiał lekcje zawiesić, zaprzestać. Słowiany ogień.

Eh, co mi tam potem, ja tak pogadę do Polaków. Takie zdania można słyszeć, gdy się rozpocznie mowę na temat nauki języka. Debrze, pojedziesz, ale nie pojedziesz głupszy lecz mądrzejszy. Jest ogólne zdanie profesorów, że dzieci, które znają dwa języki, trzeciego uczą się łatwiej od tych, co znają tylko macierzysty. A znając język francuski, można także dopomóc dziecku, które do nauki należy pechać, a nie mówić, jak to wielu czyni, że za ciężko, że mu się w głowie przewróci.

Ten, co zdobywa wiedzę, zdobywa pole. W Ameryce, gdy Polacy nauczyli się języka, gdy zaczęli uczęszczać do szkół, zdobyli wiedzę, zdobyli majątek. W Niemczech było również nie inaczej. I tam uczył się każdy i nauczył się. I tutaj również, gdy każdy sobie powie, że potrzeba i chce się nauczyć, nauczy się.

Należy dążyć do tego, aby po miejscowościach urządzane były kursy, aby była sposobność nauczenia się czytania, poznania gramatyki. Gramatyka jest podstawą języka. Mamy ludzi, którzy władają obcym językiem, ale ponieważ nie znają gramatyki, mówią bardzo błędnie. Dlatego każdy powinien postarać się o gramatykę, aby z niej czerpać. *Krytyk.*

## Stowarzyszenia Robotnicze Polskie we Francji

(Uzupełnienie spisu, podanego w dawniejszych numerach *Polonii*.)

### Moyeuve Grande (Moselle)

#### Towarzystwo Polskie Wzajemnej Pomocy.

Prezes — Bolesław Tustanowski, Moyeuve 49 Cité de Curel (Moselle).

Wiceprezes — Jan Jakóbczak.

Sekretarz — Władysław Magier.

Zast. sekr. — Józef Nowaczyk.

Skarbnik — Stanisław Tustanowski.

Zast. skarb. — Antoni Przybył.

Radni — Józef Idarzyk i Antoni Kozłowski.

Bibliotekarz — Feliks Hagno.

Gospodarze — Franciszek Widarczyk i Piotr Stóch.

Komisja rewizyjna — Jan Kostura i Wacław Lusarczyk.

Zebrańia odbywają się co 2-gą niedzielę w miesiacu.

## ZE ŚWIATA

### — Konwencja sanitarna polsko-niemiecka.

Delegaci polscy i niemieccy na konferencji w Dreźnie doszli do porozumienia w kwestji konwencji sanitarnej polsko-niemieckiej, która niebawem zostanie podpisana.

### — Kongres sowietów ukraińskich.

W Charkowie odbywał się kongres delegatów sowietów ukraińskich. Wiceprezydent Rady komisarzy Frunze domagał się powiększenia w przyszłości floty ukraińskiej, wobec tego, że Anglja przygotowuje podstawę operacyjną dla swej floty czarnomorskiej w Rumunji. Kiedy delegat sowietu dońskiego oświadczył ku ogólnej aprobacie, że rząd «gubi się w samych głupstwach» odebrano głos 50 delegatom.

### — Zamknięcie kościołów katolickich w Petersburgu.

Ponieważ władze kościelne w Petersburgu odmówiły podpisania kontraktów, narzuconych im przez władze sowieckie, zamknięto 10 kościołów katolickich. Otwarty jest obecnie tylko kościół francuski.

### — Dlaczego rozeszła się konferencja rozbrojenia w Moskwie?

Sowiecki delegat, generał Lebedieff, zaproponował następujące cyfry wojska na r. 1923.

Rosja .....	600.000
Polska .....	214.000
Litwa .....	27.000
Finlandja .....	22.000
Łotwa .....	16.000
Estonia .....	9.000

Ponieważ według tego projektu «rozbrojenie» obejmowało wszystkich, tylko nie Rosję, zatem inni delegaci rozeszli się w nos Lebedieffowi i konferencja spełzała na niczem.

### — Kłopoty czeskich spekulantów.

Utworzony niedawno związek przemysłowców czeskich, który w okresie spadku marki niemieckiej nabywał za tanie pieniądze domy mieszkalne w całych Niemczech zwrócił się teraz do rządu czeskiego z żądaniem przeprowadzenia specjalnych represji przeciwko Niemcom, w zamian za zbyt wysokie opodatkowanie w Niemczech domów, nabytych swego czasu przez wyżej wymienionych członków związku.

Rząd nie zgodził się na tę prośbę, gdyż nabywanie domów za granicą osłabia jego zdaniem sytuację wewnętrzną Czechosłowacji. Minister finansów dr. Raschin przeciwnie zamierza nabywców owych domów w Niemczech przesłać jako najgłośniejszymi represjami jako tych, którzy wywożą kapitał czeski za granicę republiki.

### — Rozruchy w Bułgarii.

Przyczyny ostatnich niepokoi w Bułgarii były następujące: Rząd powołał z całego kraju zbrojną delegację i gwardję chłopską na wiadomość, że bandy macedońskie obsadziły miasto Kustendil i maszerują na Sofję. Skoro nadeszła wiadomość, że bandy owe zostały odrzucone, wezwał rząd zgromadzonych licznie chłopów do rozjeżdżania się.

W odpowiedzi na to kilkuset chłopów wbrew rozkazowi rządu przybyło do Sofji i zaczęło płać sklepy, przyczem zniszczyło redakcję dziennika «*Pretoec*». Rozruchy te wywołały panikę w Sofji. Wszyscy kupcy pozamykali sklepy, lecz już następnego dnia na wezwanie ministra pracy Deskołewa powrócili chłopi spokojnie do swych siedzib.

### — Cenzura prewencyjna we Włoszech.

Rzymski «*Informatore*» donosi z kół urzędowych, że rząd włoski zamierza wprowadzić prewencyjną cenzurę dzienników w zakresie wszystkich spraw polityki zagranicznej.

### — Zniesienie «angielskiej soboty».

We wszystkich urzędowych instytucjach włoskich zniesiono tak zw. angielską sobotę.

## KRONIKA

### ◊ Nabożeństwo żałobne za spokój duszy Ś. p. Prezydenta Narutowicza.

Staraniem poselstwa polskiego w Paryżu odbyło się we środę, rano og. 10 1/2 w kościele polskim Assomption przy ul. St-Honoré nabożeństwo żałobne za spokój duszy zamordowanego Prezydenta Gabriela Narutowicza. Mszę żałobną celebrował rektor misji polskiej, ks. W. Szymbor.

Z kół polskich w Paryżu byli obecni: Maurycy hr. Zamoyski, z całym personelem poselstwa, konsulatu, misji wojskowej, oraz oficerowie polscy, obecni w Paryżu, członkowie agencji telegraficznej i prasowej, tow. France-Pologne, Sokół, Opieka polska, przelożona zakładu Św. Kazimierza, tow. Kludji Potockiej, członkowie stow. Studentów i Techników polskich, redakcji *Polonii*, niemniej tłumy kolonji polskiej w Paryżu.

Ze świata francuskiego przybyli:

P. Vignon, przedstawiciel Prezydenta Mille-randa, p. Colrat, minister sprawiedliwości, przedst. rządu francuskiego, reprezentanci prezydentów Izby i Senatu, Prefekt dep. Sekwany, p. Jaillard, pułkownik Fournier, przedstawiciel marszałka Focha, oraz wielu generałów i wyższych urzędników, p. Peuch, prezydent rady miasta Paryża, przedstawiciele z Centr. Kom. Kopalń franc.

Ze świata dyplomatycznego stawili się:

Ambasadorowie, posłowie i chargé d'affaires, osobiście bądź ich przedstawiciele, następujących państw:

Watykanu, Hiszpanji, Belgji, Brazyliji, Niemiec, Japonji, Anglji, Stanów Zjednoczonych, Rosji, Costa-Rica, Monaco, Persji, Norwegii, Kuby, Danji, Ekwatoru, Szwajcarii, Portugalji, Holandji, Kolumbji, Peru, Bułgarii, Czechosłowacji, Estonji, Boliwji, Paragwaju, Węgier, Rumunji, Grecji, Argentyny, Jugosławiji, Finlandji, Liberji, Salwadoru, Nikaragyu i Wenezueli.

### ◊ Osobiste.

P. Paweł Landowski, redaktor działu ekonomicznego dzienników: *L'Éclair*, *Paris-Midi*, *L'Avenir* i *Rappel*, objął redakcję działu ekonomicznego i finansowego we francuskiej części *Polonii*.

◊ Program «Gwiazki» dla dziatwy polskiej w dniu 31 grudnia 1922 roku w sali Geograficznej.

1. Deklamacja. 2. Fortepjan (Henio Masson). 3. Komedyjka-operetka p. t. «Ołowiani Żołnierze», napisana p. Ostrowska, wykonana pod kierownictwem p. Marczewskiego. 4. Tańce układu i pod kierunkiem p. Kroczyńskiego (mazur w 4 pary w kostjumach i polonez). 5. Śpiewy pod kierunkiem p. Wilman-Grabowskiej. 6. Tombola. 7. Rozdanie podarków dziatwie.

#### ◊ Polskie Tow. Ogrodnicze w Paryżu.

Polskie Tow. Ogr. w Paryżu podjęło na nowo działalność, przerwaną wskutek wojny. Do zarządu obecnego wchodzi: Eugenjusz Ostrowski, prezes; Stanisław Karwowski, wiceprezes; Mieczysław Seroka, sekretarz; Zofja Urbanowicz, zast. sekr. i Feliks Stefanński, skarbnik.

Siedzibą towarzystwa jest lokal Sokoła paryskiego, 7 rue Corneille, Paris V. Dyżury członków w każdą niedzielę od 4 i pół do 5 i pół po południu.

Dnia 3 grudnia prezes E. Ostrowski wygłosił pogadankę: «O narzędziach ogrodniczych». Na następnym zebraniu ogólnym, dnia 6 stycznia, wygłosi sekretarz M. Seroka pogadankę «O cieciu i formowaniu kordonów».

Korespondencję należy kierować pod adresem prezesa Eugenjusza Ostrowskiego, 7 rue Corneille, siedziba Sokoła.

#### ◊ Osobiste.

Dowiadujemy się, że p. Boiesław Malinowski, inżynier z Centralnego Syndykatu Kopalń w Paryżu, został mianowany ze strony polskiej delegatem do Komitetu Statystycznego do Międzynarodowej Izby Handlowej.

#### ◊ Bal Sylwestrowy Sokoła.

Pomału, pomału, kolonja polska w Paryżu poczynna odnajdywać dawną, przedwojenną ruchliwość.

Sokół paryski, chcąc wodzić prym w owej ruchliwości (słusznie mu się to należy), wskrzesza przedwojenne tradycje i dnia 31 grudnia urządził w sali Eldorado (4 B-d Strasbourg) Bal Sylwestrowy (początek o godz 9 wieczorem). Bal poprzedzony będzie częścią koncertową z bardzo starannie dobranym programem, wykonanym przez pierwszorzędnych artystów.

Doskonały bufet, niedrogi na miejscu. Ponieważ ilość miejsc jest ograniczona, dobrze jest zaopatrzyć się w bilety wcześniej. Można je nabyć po cenie 10 fr. w redakcji *Polonii* i u druha Kucharskiego (48 rue Richelieu).

Tradycyjny Bal Sylwestrowy Sokoła cieszył się przed wojną zawsze wielkim powodzeniem, zgromadzając tłumy publiczności polskiej ze wszystkich warstw.

I tegoroczny bal zapowiada się jaknajlepiej.

## OSTATNIE WIADOMOŚCI

### Nowy Prezydent.

Nowy Prezydent Rzeczypospolitej Polskiej, Stanisław Wojciechowski, urodził się w Kaliszu, 15 marca 1864 r. Studja niższe i średnie odbył w rodzinnym mieście, na studja wyższe wyjechał na uniwersytet warszawski, oddając się naukom przyrodniczym i matematyce.

W r. 1889 przyłączył się do ruchu socjalistycznego, ale zagrożony przez władze rosyjskie wyjechał zagranicę, a mianowicie do Szwajcarii i do Paryża. Tutaj w r. 1891 wspólnie z Józefem Piłsudskim i Bolesławem Limanowskim założył polską partję socjalistyczną, z głównym punktem programu, obejmującym niepodległość Polski.

Zmuszony opuścić Paryż, przeniósł się do Londynu, gdzie prowadził dalej pracę polityczną, a równocześnie studjował kooperatywy angielskie.

W r. 1906 powraca do Polski i staje się założycielem polskiego ruchu kooperacyjnego, przy której to pracy wykazał wielkie zdolności organizatorskie i administracyjne.

Wojna zastała go w Petersburgu. Wojciechowski staje na czele Związku Polaków w Rosji. W tym charakterze rozwinął żywą działalność polityczną, wchodząc w bardzo bliskie stosunki z Ententą.

W r. 1918 powraca do kraju; wstępuje do gabinetu Paderewskiego jako minister spraw wewnętrznych, i zatrzymuje tę tekę w następnym gabinecie aż do r. 1920.

W ostatnich latach przystąpił do stronnictwa

«Piast», które też wystawiło jego kandydaturę w pierwszych i obecnych drugich wyborach na Prezydenta Rzeczypospolitej Polskiej.

### Wybór Prezydenta.

Stanisław Wojciechowski, kandydat stronnictwa «Piast», wybrany został w pierwszym głosowaniu 298 głosami przeciw kandydatowi prawicy, prof. Kazimierzowi Morawskiemu, który otrzymał 221 głosów. 16 kartek oddano białych.

Nowy Prezydent przyjął wybór i tegosamego dnia złożył przysięgę, na drugim zebraniu Zgromadzenia Narodowego.

### Proklamacja nowego Prezydenta.

Prezydent Wojciechowski wydał następującą proklamację do narodu polskiego.

«Przed Bogiem i Narodem polskim przysięgam przestrzegać i bronić artykułów konstytucji i poświęcić się wiernie dla dobra kraju. Mój poprzednik, pierwszy Prezydent, Gabriel Narutowicz, zginął z ręki zbrodniarza, opętanego szaleńcem nienawiści. Żalobny cień zawisł nad porządkiem publicznym w odrodzonym Państwie Polskiem i nad podstawami moralnymi naszego życia zbiorowego. Nienawiść rodzi niepokój, bezład i ruinę rodziny i Państwa.

Rzeczpospolita czerpie swą godność i siły w cnotach i pracy swych obywateli.

Błagam Boga Wszchemocnego i zaklinam Naród polski, aby wymiotti ze swych uczuć ducha zła, którego jarzmo zbyt długo ciążyło nad nami, i aby godnie wypełnił testament naszych przodków, i aby tak zbudował Rzeczpospolitą, niepodzielną dzięki zamilowaniu pracy i pod ochroną praw.

Przypomnijmy sobie wszyscy, bez różnicy partyj, słowa Mickiewicza: «Im więcej naprawicie swe umysły, tem więcej naprawicie swe prawa».

Ślubujmy sobie pracować pobratersku w życiu publicznym dla wspólnego dobra.

Naszemi najpilniejszymi potrzebami są: stały rząd, silny zaufaniem Sejmu, i budżet pokryty podatkami obywateli. Żaden osobisty genjusz, żadna dyktatura nie spełni tego programu; jedynie wspólny wysiłek całego narodu zdolny jest do tego.

W imieniu Rzeczypospolitej wzywam Was, Obywatele, do zgody we wszystkich kwestjach, od których zależy wspólne dobro, do zgody, która jest pierwszym warunkiem wiernego wypełnienia konstytucji dla uzdrowienia życia ekonomicznego i dla wychowania obywateli, godnych miana Polaków.

### Gabinet zostaje przy władzy.

Prezydent Wojciechowski nie przyjął dymisji gabinetu Sikorskiego, zaczem rząd dotychczasowy zostaje przy władzy.

### Sąd nad Niewiadomskim.

Niewiadomski stanie przed sądem zwyczajnym (nie wojennym) dnia 29 grudnia.

## Od Redakcji

Z powodu wielkiego materiału aktualnego nie mogliśmy ni w tym, ni w poprzednim numerze pomieścić «Listy górników polskich przybyłych do Francji».

## ODPOWIEDZI OD REDAKCJI.

P. Jan Dolega w Dombasle.

Fakt pobicia kilku Polaków, spokojnie siedzących, przez pijanych Francuzów, jest oczywiście naganny. Jeszcze bardziej nagannym jest zachowanie się owego zandarma, który przyszedł, popatrzył i nic nie powiedział, zabrał się z powrotem.

Trudno jednak z tego powodu czynić zarzut całej inteligencji francuskiej. Naszem zdaniem owych pijaków bynajmniej do inteligencji nie należy zaliczać.

Pobity Polak powinien spisać nazwiska świadków i wnieść skargę.

## 112. Ciągnięcie Miljonówki

z dnia 16 grudnia

z koła wyszedł numer

4.014.880

**IMPRIMERIE LEVÉ**  
74, rue de Rennes. — Tél.: Saxe 03-43  
Wykonuje wszelkie druki polskie: Cirkularze. Karty ogłoszeniowe. Broszury. Formularze. Zaproszenia. Książki, etc. etc.  
Na ządanie, przeprowadza sama korektę polską

Tel. Trudaine 54-68.

## SAVOYS SOUPERS

OBIADY — KOLACJE

Open all night. Ouvert toute la nuit.

::: Otwarte całą noc. :::

Orkiestra cygańska-Tańce-Śpiewy.

OBIADY à prix fixe i à la carte

z winem i kawą po 18 franków.

Dyrektor CHARLY. 73 rue Pigalle.

## Compagnie Générale Transatlantique

PARIS — 6, RUE AUBER

LINJA POCZTOWA Z HAVRU DO NOWEGO-YORKU

Szybkie parostatki

dla podróżujących Iej,

IIej i IIIej klasy.

Wyjazd z Havru co sobota.

Pociągi specjalne z Paryża do Havru.

Blizszych informacji udziela Biuro

6, Rue Auber, PARIS

## POLSKA FABRYKA MEBLI

Artystycznych we wszystkich

STYLACH

## Małachowski

45 i 47 rue de Reuilly — Paryż (XII<sup>e</sup>)

(métro Reuilly)

Wielki wybór na składzie.

Jedyny Zakład Kuśnierski Polski  
w Paryżu

## A. MAKOWSKI

10, rue Jean-de-Beauvais, PARIS

(koło nr. 51, bulw. St-Germain)

Wielki wybór futer.

Modele pierwszorzędných domów.

Przechowywanie i przerabianie futer.

Ceny umiarkowane, w sezonie letnim

znacznie niższe.

## RYNEK PIENIĘŻNY

Paryż, dnia 18 grudnia 1922.

Funty angielskie.....	62 fr. 31
Dolary ameryk.....	13 fr. 50
Franki belg.....	91, 80
Franki szwajc.....	2 fr. 54, 75
Marki niem.....	0, 20
Korony czeskie.....	40, 50
Leje rumuńskie.....	8, 10
Korony austr.....	0, 02
Liry włoskie.....	68, 50
Marki polskie.....	—
Banknoty.....	0.8 1/2
Czeki na Warszawę.....	0.7 1/2—0.8 1/2
Tysiąc marek polskich.....	0 fr. 80